

# “Nous ferons tout pour faire sauter le numerus clausus”

■ Le syndicat étudiant Cium va déposer des recours contre l'examen d'entrée en médecine.

Le futur examen d'entrée en médecine ressemble décidément à ces bateaux que l'on regarde s'engager vers le large, mais auxquels, inquiets, on n'ose prêter de grandes chances de survie. Alors qu'il devrait être organisé en septembre prochain pour sélectionner les futurs étudiants en médecine, cet examen est déjà ballotté de toutes parts.

Cette semaine, c'est le Cium, le syndicat inter-universitaire des étudiants en médecine, qui décide de repasser à l'offensive et d'engager toutes ses forces dans la bataille juridique pour détricoter un examen et un système “qui vont mettre à mal la qualité de nos soins de santé”.

## Un examen inefficace

C'est donc en premier lieu ce futur examen qui fait l'objet des critiques de Quentin Lamelyn, le président du Cium.

Tel qu'il se prépare, affirme-t-il, il sera incapable de sélectionner avec justesse les médecins dont le pays aura besoin. Il en veut pour preuve une nouvelle étude publiée la semaine dernière dans la revue “Acta Academia Medica” et dans le

journal “Le Soir”. Rédigée par des chercheurs francophones issus de l'Université de Mons et de l'ULB, l'étude témoigne de résultats surprenants. Elle montre que les matières essentiellement scientifiques sur lesquelles les étudiants seront évalués ne sont pas les plus efficaces pour déterminer qui sera, ou non, un bon médecin.

Mardi dernier, le conseil d'administration de l'Ares qui chapeaute l'enseignement supérieur en Belgique francophone allait dans le même sens en recommandant que soit réévalué le choix des matières sur lesquelles portera l'examen.

Cette épreuve, juge sévèrement Quentin Lamelyn, organisée une seule fois par an (et donc sans possibilité de deuxième chance) va favoriser la sélection sociale sans améliorer la qualité de nos soins de santé.

## Le concours était trop risqué

Mais c'est aussi le choix du fédéral d'imposer à la Communauté française de mettre en place un examen (voir ci-contre) qui interroge le Cium. “Cet examen a été imposé par le fédéral pour éviter que les universités francophones ne diplôment trop de médecins par rapport aux

numéros Inami disponibles. Mais pourquoi ne pas avoir alors imposé un concours qui détermine, au contraire de l'examen, un nombre fixe d'étudiants qui peuvent réussir ? Tout simplement parce que le fédéral sait très bien que les quotas Inami qu'il demande de respecter sont illégitimes. Ils vont accroître la pénurie de médecins qui s'annonce. Le fédéral avait donc peur qu'un concours, qui ne s'appuierait sur aucune base légitime, soit directement invalidé par le Conseil d'Etat. Il a donc imposé un examen d'entrée pour ne pas que l'on remette en question sa politique des quotas.”

# 30%

## MEDECINS

Pour le Cium, d'ici 10 ans et à cause du contingentement, moins d'un tiers des médecins qui partiront à la retraite seront remplacés.

## Un système injustifiable

Derrière l'examen, c'est donc le système du numerus clausus que vise le Cium à travers des futurs recours qui seront lancés devant le conseil d'Etat et la Cour constitutionnelle. “Dans l'absolu, nous ne sommes pas contre une sélection, précise Quentin Lamelyn. Mais dans le contexte actuel de la pénurie de médecins, cette politique de contingentement est injustifiable. Entamer des recours en justice va nous demander du temps et de l'argent, mais nous sommes prêts à nous investir pour y arriver et pour mettre fin à ce système des quotas.”

BdO

## Critiques

### “Le MR a lâché les étudiants”

**Condition.** “La Libre” s'est procuré un document issu du conseil des ministres fédéraux du 15 septembre dernier. Celui-ci confirme une condition imposée par le fédéral aux francophones :

pour que tous les étudiants en cours de cursus aient une chance de recevoir un numéro Inami (distribué par le fédéral), la mise en place d'un examen d'entrée dans les universités francophones est indispensable.

**Le rôle du MR.** Cette condition, le Cium la juge “inacceptable”. “On ne peut prendre en otages des étudiants pour imposer une

politique, insiste Quentin Lamelyn. Je m'interroge donc sur le rôle du MR qui devrait défendre les étudiants francophones. Soit ce parti est le pantin de la N-VA et a dû se soumettre à ses volontés, soit le MR s'est enfermé dans une idéologie qui va à l'encontre de la réalité du terrain, celle de la pénurie. Quoi qu'il en soit, cette attitude menace l'avenir de milliers d'étudiants. C'est inacceptable.”